

GAZETTE DES TRIBUNAUX.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Le prix d'abonnement est de 17 fr. pour trois mois, 34 fr. pour six mois, et 68 fr. pour l'année. — On s'abonne à Paris, au BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS, N° 11, chez LANDOIS et BIGOT, Successeurs de P. Dupont, rue du Bouloi, N° 10; M^{me} V^e CHARLES-BÉCHET, quai des Augustins, N° 57; PICHON et DIDIER, même quai, N° 47; ROUDAILLE et VENIGER, rue du Coq-St.-Honoré, N° 6; et dans les départements, chez les Libraires, et aux bureaux de Poste. — Les lettres et paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CIVILE.

COUR ROYALE DE PARIS. (2^e chambre.)

(Présidence de M. Baron, conseiller-doyen.)

Audience du 3 mars.

Celui qui, n'étant pas négociant, a néanmoins été condamné à payer des effets de commerce par lui revêtus de la signature d'une société commerciale, dont il n'était que le mandataire, mais sans énonciation de sa procuration, peut-il, par suite, être admis à se déclarer en état de faillite? (Non.)

Que cet arrêt, rigoureusement juste, qui peut consommer la ruine de celui contre qui il a été rendu, serve au moins de leçon à ceux qui pourront se trouver dans la même position que lui ! qu'il soit la par tout le commerce, et surtout par les mandataires de maisons de banque ou de commerce qui ont la signature sociale !

La maison Poupart de Neufville et C^e, dont la faillite a été aussi prodigieuse que la prospérité, avait eu, pendant long-temps un mandataire gérant son comptoir à Paris. A une certaine époque, elle lança dans le commerce une circulaire par laquelle elle prévenait que l'ancien gérant se retirait, et qu'il serait remplacé par le sieur Delhorme, lequel aurait la signature sociale ; il est à remarquer qu'on n'y spécialisait pas d'une manière claire et précise la qualité du sieur Delhorme, et que, comme on y énonçait qu'il aurait la signature sociale, les tiers pouvaient être fondés à croire que M. Delhorme était associé, avec d'autant plus de raison que d'une part ce dernier était l'oncle de M. Poupart, et que de l'autre la signature sociale n'est, dans l'usage, donnée qu'à un associé.

Quoiqu'il en soit, M. Delhorme entra en fonctions, et eut l'extrême imprudence de signer de la raison sociale, Poupart de Neufville et C^e, une grande quantité d'effets, sans y ajouter que c'était par procuration ; quelque temps après éclata la faillite de la maison Poupart de Neufville.

Au nombre des bénéficiaires de ces effets, se trouvait le sieur Guibal, qui assigna M. Delhorme en condamnation devant le Tribunal de commerce.

Celui-ci exhiba sa procuration, et les juges de commerce, ne suivant que leur règle ordinaire, l'équité, déboutèrent Guibal de sa demande. Mais la Cour qui, dans son inflexible impartialité, n'est équitable qu'autant que la loi positive le permet, infirma le jugement et prononça la condamnation ; elle reconnut, en fait, que M. Delhorme n'avait pas été l'associé de la maison Poupart de Neufville et C^e ; mais elle décida, en droit, que M. Delhorme, n'ayant pas fait connaître sa qualité de mandataire, avait induit les tiers à penser qu'il était associé, que son nom et cette qualité avaient pu les déterminer à traiter avec la maison Poupart de Neufville, et qu'il devait supporter les conséquences de cette imprudence.

Elles étaient effrayantes pour M. Delhorme, car s'il n'était pas déclaré associé, et, comme tel, obligé envers tous les créanciers de la faillite Poupart, il se voyait exposé à être recherché par tous ceux de ces créanciers auxquels il avait donné de sa main la signature sociale, et il y en avait pour des sommes bien plus que suffisantes pour absorber sa fortune personnelle.

Une dernière ressource lui restait : c'était de se déclarer en faillite et d'obtenir un concordat de ses créanciers par imprudence. Un jugement du Tribunal de commerce admit encore sa demande ; mais le sieur Guibal y forma opposition et soutint que M. Delhorme n'était ni commerçant ni associé de la maison Poupart ne pouvait être mis en faillite ; néanmoins, le Tribunal débouta le sieur Guibal de son opposition et maintint la déclaration de faillite par les motifs qui suivent :

Attendu que si, par arrêt de la Cour royale de Paris, le sieur Delhorme n'a pas été reconnu associé de la maison Poupart de Neufville et C^e, il résulte cependant de cet arrêt et de ses considérans que le sieur Delhorme, aux yeux des tiers, a dû paraître associé, et que ces derniers, non avertis de sa position dans la maison Poupart de Neufville, ont été induits en erreur ;

Attendu que si la conséquence de ce qui précède donne aux créanciers trompés le droit de provoquer la faillite du sieur Delhorme, il est juste que celui-ci puisse user du bénéfice que la loi accorde aux commerçans faillis, puisqu'avec les créan-

ciers porteurs de la signature sociale il a traité comme commerçant ;

Attendu que si la faillite est dans l'intérêt du débiteur elle est aussi dans celui des créanciers, puisqu'elle leur donne les moyens de découvrir et de punir les fraudes qui pourraient exister.

Ce jugement était encore une décision d'équité qui ne pouvait se justifier en droit. Ce n'était ni comme associé de Poupart de Neufville, ni comme commerçant, soit réel, soit apparent, que le précédent arrêt de la Cour avait condamné Delhorme, mais uniquement comme responsable du quasi-délit résultant de son imprudence, et par application de l'art. 1182 du Code civil ; ses créanciers n'avaient donc pas plus le droit de le faire mettre en état de faillite, que lui de s'y constituer volontairement ; et si la faillite était aussi bien dans l'intérêt des créanciers que dans celui du débiteur, il était évident que, dans l'espèce particulière, l'intérêt du sieur Guibal était que le sieur Delhorme ne fût pas déclaré en état de faillite ; car Guibal, seul de tous les créanciers Poupart de Neufville porteurs d'effets semblables aux siens, avait obtenu une condamnation contre Delhorme ; celui-ci n'avait point de créanciers personnels, et, dans cette position, il avait la certitude d'être payé, tandis que la faillite étant maintenue, il ne venait plus qu'au marc le franc avec les autres et nombreux créanciers au même titre que lui, et ne retirerait plus qu'un dividende insignifiant de sa créance.

Aussi, malgré tous les efforts de M^e Hennequin pour le sieur Delhorme, et sur la plaidoirie de M^e Duquesnel pour le sieur Guibal, la Cour, sur les conclusions conformes de M. Bayeux, avocat-général, a rendu l'arrêt suivant :

La Cour, considérant que nul ne peut être constitué en état de faillite, s'il n'est négociant, et qu'il est reconnu que Delhorme n'a pas cette qualité ;

Considérant qu'il résulte de l'arrêt précédemment rendu par la Cour, qu'il n'était pas l'associé de la maison Poupart de Neufville et C^e, et que si, par cet arrêt, il a été condamné à payer les billets revêtus par lui de la signature sociale, c'est que, par son imprudence, il a autorisé les bénéficiaires de ces billets à croire qu'il faisait partie de la société ; d'où il suit que c'est à raison d'un fait qui n'a aucun caractère commercial qu'il a encouru cette condamnation ;

Infirme ; au principal, dit qu'il n'y a lieu à déclarer Delhorme en état de faillite.

Il ne reste plus au sieur Delhorme qu'une planche de salut, c'est la cession de biens ; mais réussira-t-il ? Et, s'il n'est que trop vrai qu'il soit malheureux, pourra-t-il se dire légalement de bonne foi ? La question est grave !

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

(Présidence de M. Ferron.)

Audience du 9 mars.

Le Drapeau blanc. — MM. Dupin et Pihan Delaforest contre le baron Dudon et M. Louis.

A midi et demi on appelle la cause de MM. Dupin (homonyme seulement de MM. Dupin, députés) et Pihan-Delaforest contre le Drapeau blanc. Un murmure général accueille cette annonce.

M^e Vatel prend le premier la parole, et expose brièvement que M. Dupin, auquel on avait vanté le journal le Drapeau blanc, tant sous le rapport de la rédaction que sous celui de la comptabilité, s'était déterminé à confier une somme de 5000 fr. à M. Louis, mais sous la condition expresse qu'on lui délivrerait des actions de la société en commandite qu'on projetait alors pour l'exploitation de la feuille absolutiste ; que cette société n'avait point eu lieu ; qu'en conséquence c'était le cas d'ordonner la restitution immédiate du dépôt conditionnel, avec les intérêts de droit.

M^e Mermilliod, avocat de M. Pihan-Delaforest, s'est exprimé en ces termes :

« Le Drapeau blanc, ce fougueux champion de l'autel et du trône, avait pris pour devise politique : Vive le Roi, quand même !... ; s'il eût pris pour règle de conduite : Honneur aux engagements contractés, quand même !... , nous n'aurions pas été contraints de le traduire à la barre consulaire.

« Les imprimeurs ont fourni la preuve, dans la glorieuse révolution de 1830, que la patrie d'avait pas de plus zélés défenseurs ; mais les caractères d'imprimerie n'ont pas d'opinion, et peut les employer qui veut, pourvu qu'on paie. Personne ne sera donc surpris que M. Pihan-Delaforest, dont le civisme et l'intégrité

n'ont pas besoin d'être recommandés au Tribunal, ait prêté ses presses au Drapeau blanc. On avait promis la plus grande exactitude dans les paiemens à l'honorable typographe.

« Tant que le journal soi-disant monarchique et religieux fut sous la direction spéciale de MM. Lambert et Martainville, M. Pihan-Delaforest ne reçut, pour ses fournitures d'impression, que des promesses geminées, au lieu du numéraire qu'il attendait. Mais l'imprimeur finit par se lasser de ces paroles trompeuses.

« A cette époque, on avait projeté, comme l'a dit le premier défenseur, une nouvelle association pour l'exploitation du journal ; c'était M. Louis qui devait être revêtu des fonctions de caissier. M. Pihan déclara à cet employé que l'impression du Drapeau blanc serait suspendue, si l'on ne soldait pas enfin les fournitures arriérées. M. Louis supplia mon client de ne pas mettre ces menaces à exécution ; il annonça que M. le baron Dudon, le même qui a joué un certain rôle depuis la seconde restauration, et qu'on a vu figurer parmi les actionnaires de tous les journaux ultra, lui avait remis une somme de 5,000 francs pour faire face aux frais d'impression ; que M. Delaforest n'avait conséquemment rien à craindre, et qu'au surplus, pour dissiper toutes les inquiétudes de l'imprimeur, M. Louis se portait personnellement caution de toutes les fournitures faites et à faire. Sur la foi de cet engagement, qui est constaté par une lettre missive, dont l'original va être déposé sur le bureau, M. Pihan-Delaforest continua l'impression du journal. Dans ces entrefaites parurent les ordonnances du 25 juillet, qui soulevèrent l'indignation de la France entière. M. Louis et ses acolytes étaient au comble de la joie ; ils s'imaginaient que ce qui faisait le deuil de la patrie serait pour leur entreprise une source de prospérité intarissable. Ils convinrent leur journal, qui, jusque-là, n'avait paru que le matin, en feuille du soir ; ils firent exécuter deux tirages dans la journée du 27. Mais, le 28, la juste colère du peuple avait pour jamais enseveli dans la boue l'étendard de la royauté parjure, et le journal n'osa plus reparaitre.

« Restait à payer le mémoire de l'imprimeur, qui s'élevait à 4,826 fr. 75 cent. M. Pihan-Delaforest s'empressa de rappeler à M. Louis la parole donnée. Mais le caissier du journal religieux eut recours aux subterfuges ordinaires des enfans de Loyola. Il prétendit qu'il n'avait pas donné de parole, qu'il n'avait pas contracté d'engagement. Pour être plus sûr de se soustraire à ses obligations, il met aujourd'hui en avant un sieur Dupin, qui n'est que son compère, et qui revendique, comme lui appartenant, les fonds affectés par le fameux M. Dudon au paiement des fournitures d'impression du journal. Le Tribunal ne se laissera pas surprendre par cette tactique insidieuse ; il fera justice des manœuvres déloyales de MM. Louis et Dupin, et condamnera l'ex-caissier du Drapeau blanc et le baron Dudon au paiement de ce qui est légitimement dû à M. Pihan-Delaforest. »

M^e Guillemin, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil-d'Etat, et actuellement avocat à la Cour royale, a présenté la défense de M. Louis. « Si le Drapeau blanc vivait encore, a répondu le défenseur, il repousserait facilement les attaques injurieuses dont il vient d'être l'objet. Mais laissons de côté toutes ces considérations politiques, qui sont étrangères au fond du procès, et contentons-nous d'observer en passant qu'il n'est peut-être pas très généreux d'outrager un ennemi vaincu.

« Deux adversaires paraissent ligués contre M. Louis. Je réponds à l'un et à l'autre : je ne vous connais pas ; je n'ai jamais contracté avec vous ; je ne vous dois rien. Simple caissier du Drapeau blanc, je rends mes comptes à qui de droit ; je ne saurais être poursuivi personnellement pour l'impression d'un journal qui n'a jamais été ma propriété. Sans doute, j'ai reçu en dépôt une somme de 5,000 fr. ; mais j'ignore de qui elle provient et quelle est sa destination. Aucun des demandeurs n'a justifié de ses droits sur le dépôt. C'est donc le cas de les déclarer non recevables l'un et l'autre. »

M^e Vatel a répliqué : « La défense de M. Louis est fort commode, et il applique sans détour la maxime que ce qui est bon à prendre est bon à garder. Heureusement, nous avons un reçu écrit en entier de la main de l'ex-caissier du Drapeau blanc, et ce reçu constate que nous avons versé 5,000 fr. pour devenir actionnaire d'une société qui n'a pas eu lieu. Toutes les subtilités jésuitiques du monde ne parviendront pas à détruire la

force de cette pièce. Quant à M. Pihan-Delaforest, je le prie de croire que notre réclamation est tout aussi juste que la sienne, et que M. Dupin n'est ici le prête-nom de personne. Je m'abandonne avec confiance à la sagesse du Tribunal. »

M. le baron Dudon a fait défaut.

Le Tribunal est entré immédiatement dans la chambre du conseil. Après une demi-heure de suspension, l'audience a été reprise, et M. le président a déclaré que le délibéré était continué pour le jugement être prononcé à quinzaine.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE LA SEINE. — Audience du 9 mars.

(Présidence de M. Grandet.)

PROCÈS DE la Quotidienne.

Attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi, et des droits qu'il tient de la nation française. — Excitation à la haine et au mépris du gouvernement. — Excitation, non suivie d'effet, au renversement du gouvernement, et à l'ordre de successibilité au trône de la famille régnante.

Tels sont les trois chefs de prévention sous lesquels M. de Brian, gérant de la *Quotidienne*, déjà condamné, et détenu à Sainte-Pélagie, comparait devant la Cour d'assises. Voici le texte des principaux passages des articles incriminés :

I^{er} article, n° du 7 janvier.

Et d'abord, redisons-le hautement et nettement, nous sommes royalistes. Il n'y a rien là qui doive ni surprendre ni irriter personne. Notre doctrine fondamentale est celle du droit, et nous considérons le droit dans son application au gouvernement, comme une puissante garantie sociale, comme une institution politique fondée sur le véritable intérêt des peuples. Lorsque la liberté de toutes les opinions a été si souvent invoquée, et, en dernier lieu, proclamée au bruit des pavés, il serait trop étrange qu'on voulût en étouffer l'usage. Nous ne nous occupons pas ici des personnes, mais seulement des choses.

Mais, qu'on ne s'imagine pas que c'est ici le droit absolu du souverain que nous invoquons. Laissons de côté ceux qui croient ou qui affectent de croire que nos doctrines sont exclusives des droits des peuples, et que nous regardons encore les sujets libres comme les vassaux ou la propriété des rois légitimes. C'est dans la proposition contraire que se trouverait plutôt toute notre pensée. Les souverains qui règnent à ce titre sont, dans notre monarchie, le droit de la nation française. Or, comme la plus longue expérience a démontré que c'est dans cette condition toute politique du droit que la nation française avait, relativement, trouvé toujours gloire et bien-être; que de cette condition, en effet, résultent à la fois force militaire, crédit public, propriété commerciale et intégrité du territoire; quand nous soutenons nos principes, nous croyons soutenir des doctrines réellement nationales et populaires, parce que, encore une fois, en défendant le droit, c'est véritablement les droits du peuple que nous défendons.

Cette renouveau de principes n'était pas inutile pour arriver à la question de guerre; car, selon nous, paix ou hostilités, contentions armées ou traités futurs ne peuvent être aujourd'hui considérés que sous le rapport des deux systèmes : droit et révolution.

Mais quelle pourra être l'issue de cette guerre, et quelle serait l'attitude des partisans du droit dans la lutte et dans le dénouement? La question ne saurait être posée avec plus de netteté.

En laissant de côté un mélange de succès et de revers qui produiraient des traités insuffisants et provisoires, prenons les deux chances extrêmes de toutes les guerres : la victoire ou la défaite.

Le principe de la souveraineté populaire, en exaltant encore une fois le génie militaire naturel à notre nation, et en admettant qu'il sortit de son sein, comme du sein de la première république, des généraux et un général comme Napoléon et ses capitaines, ce principe, disons-nous, peut de nouveau conduire son triomphe jusqu'aux portes du Kremlin. Et non seulement il le peut, mais il le doit; car le parti du progrès est dans l'absolu nécessité de ne pas s'arrêter. Malheur même au pouvoir placé à la tête de ce principe qui essaierait de suspendre la marche du mouvement! il tomberait dans la disgrâce et le mépris des vainqueurs. Ne nous dit-on pas tous les jours que nous devons porter la liberté non-seulement dans les chalets de l'Helvétie et les cathédrales de l'Espagne comme nous l'avons envoyée déjà dans les camps de la Pologne et dans les comptoirs de la Belgique, mais aussi à Turin, à Rome, à Naples et jusqu'à Saint-Petersbourg? La république et l'empire y sont allés, conduits, entraînés, obligés par le même principe. Le premier triomphe du mouvement doit donc en amener progressivement un second, un troisième, et leur suite. C'est à merveille, et nous entendons déjà la *Marseillaise* retentir au bord de la Néva. Nous n'examinerons même pas ici à quel prix de sang et d'or ces triomphes seront achetés.

Voilà le beau côté; voyons maintenant le revers de la médaille.

Une défaite immédiate a lieu, ou bien, acculés aux limites de leurs empires, les peuples, comme nous l'avons déjà vu en 1812, reprennent à leur tour l'offensive et nous repoussent jusque sur notre territoire, que bientôt ils envahissent. Cela peut être dans le double cas de revers subits ou éloignés.

L'orgueil national pardonnera-t-il la honte nouvelle d'une défaite au pouvoir qui n'aura pas su la prévenir? Cela est douteux; mais poursuivons.

Les armées étrangères, dans le juste enivrement de leur triomphe, n'ont cette fois qu'à vouloir en pousser les conséquences jusqu'au bout. Les rivalités, les ambitions, les naturelles inquiétudes de bouleversements généraux à chaque demi-siècle, provenant de l'irruption en Europe de la révolution française, peuvent leur faire porter bien loin les droits de représailles. Occupation, contributions, morcellement, ô honte! partage peut-être, on peut tout redouter. Nous les repousserons! s'écrie-t-on de toutes parts. Il est beau de prévoir la victoire, il est sage d'apercevoir le danger, d'en détourner les résultats.

Qu'arrivera-t-il donc?

Certes ce n'est pas nous, qui n'avons ni provoqué les étran-

gers chez eux ni amené la guerre chez nous, que l'on verrait cependant aider leurs efforts de nos vœux ou de nos moyens! Mais, du milieu de cette lutte sanglante, qui nous dit qu'il ne sortira pas même le salut de la France? Au surplus, cette situation de notre beau pays ne serait pas nouvelle : sous Philippe, VI^e du nom, sous Charles VII, sous Henri IV et sous la régence d'Anne d'Autriche, n'a-t-on pas vu les partisans du droit, fidèles aux franchises du pays, soutenir d'une main les justes prétentions de la couronne nationale, et repousser de l'autre, tout en maintenant l'intégrité du territoire, ceux qui voulaient leur imposer des souverains pris hors du droit ou sortis du principe de la souveraineté du peuple? car en 1328 comme en 1422, dans la Fronde comme sous la Ligue, tout ou partie de cette doctrine fut invoquée pour mettre le sceptre aux mains d'Edouard III, de Henri VI, de Mayenne ou du roi des halles. Le royaume, intègre et compacte, fut au contraire toujours défendu contre les étrangers et au nom du droit, par les serviteurs de la monarchie nationale, qui n'a jamais non plus abandonné le fruit de ses justes conquêtes ou de ses sages traités : la Franche-Comté, l'Alsace et la Lorraine sont toujours à nous, et trouveraient encore au besoin des défenseurs parmi les partisans de l'imprescriptibilité du droit. La république et l'empire, sous le principe de la souveraineté populaire, et les amis des gouvernements de fait en peuvent-ils dire autant, eux qui n'ont su garder ni la moindre portion de l'Espagne et du Portugal que les armées françaises avaient conquises en 1808, ni la plus petite partie de cette Italie toute imprégnée du sang français, ni même cette Hollande et cette Belgique que les drapeaux de la république avaient soumises dès l'aurore de la révolution.

II^e article, n° du 9 janvier.

Cet article est ainsi terminé :

.....Bien loin d'être fort de l'énergie nationale, le gouvernement de juillet, reste de toutes les factions qui ont déchiré le pays, montre qu'il a la conscience de son incapacité morale et de son impuissance matérielle. Agir lui est impossible, c'est à peine s'il ose parler, et alors c'est pour nous dire naïvement, par l'organe de M. Sébastiani, que la France est dans la situation où elle se trouve.

Veut-on que nous montrions la situation où on l'a réduite, cette belle France que l'on humilie chaque jour?

A l'extérieur, on impute sa dignité; à l'intérieur, on ne fait preuve que de faiblesse et d'indécision. Oui, c'est là la situation dans laquelle la France se trouve. Aussi la défiance est partout; la confiance, il n'en faut pas parler, ce serait une dérision. Cette incertitude qui règne dans toutes nos affaires, dans nos relations avec l'étranger, dans la constitution même du pays, pèse d'un poids énorme sur tous les intérêts. Les intérêts veulent de la fixité, de la stabilité, sans quoi ils persistent; la révolution ne leur offre que des incertitudes cruelles, au milieu desquelles on fait seul est constant, la faiblesse et l'impéritie du pouvoir.

Ce n'était pas la peine de sauver la France pour l'abaisser et la ruiner.

III^e article, n° du 10 janvier.

CARACTÈRE DES RÉVOLUTIONS.

Comme la révolution de 1830 n'avait point d'hommes à elle, elle eut ceux de toutes les révolutions qui l'avaient précédée : elle demanda l'aumône au passé. Les célébrités émérites, les gloires en retraite, tout lui fut bon pour se soutenir, et les vétérans de trois régimes furent les biens-venus quand ils offrirent les restes de tous les gouvernements à cette révolution qui faisait la jeune, et qui parlait de marcher à la conquête de l'avenir à la tête de toutes les caducités du passé.

Je dirai une chose incroyable, c'est que ces principes décrépis, représentés par un conseil de vétéranisme dont on fit un gouvernement de coalition, accusèrent de gothicité le royalisme qui, appuyé d'une main sur la Charte de Louis XVIII, toute brillante de l'éclat de la jeunesse, montrait de l'autre un enfant.

Cette impuissance et cette stérilité de la révolution de 1830 se reflète dans les faits. Elle a, comme son aînée, sa Convention qui s'empare de tous les pouvoirs, et son Hôtel-de-Ville qui le lui dispute; mais tout cela n'est qu'une imitation froide et morte d'un original plein de vie. Partout des proportions mesquines et rétrécies; partout les paroles à la place des actes, partout des gens qui jouent à la révolution, et pas un homme qui soit réellement révolutionnaire. Discours, actions, lois, chants patriotiques, tout jusqu'à l'enthousiasme est une reminiscence. Ils sont là cinq ou six vieillards qui ont pris le géant de 93 et en ont fait un nain pour se trouver à sa taille.

Il n'est presque point de journée de la première révolution qui n'ait trouvé dans celle-ci sa copie, copie décolorée et infidèle, s'entend.

Au mois d'août, ils ont proclamé une déchéance; mais au lieu d'une république, ils se sont arrêtés en tremblant à donner à la France un *fac-simile* de royauté.

Au mois de septembre, ils eurent les clubs.

Au mois d'octobre ils ont tenté un massacre des prisonniers.

Au mois de décembre ils ont parodié le fatal jugement du 21 janvier.

Quasi-république, quasi-régicide, quasi-légitimité, quasi-révolution, voilà l'histoire de l'époque.....

L'expédition d'Alger et d'Espagne montrèrent dernièrement à l'Europe que la France avait repris sous le pouvoir du droit le rang dont le pouvoir de fait l'avait fait descendre. Nous ne craignons pas alors la guerre pour la France.

Mais, après une révolution qui a contre elle des périls qu'elle désespère de conjurer autrement que par des concessions et des prières, et nous est bien permis de jeter un regard d'effroi sur l'avenir, et de demander s'il faudra que la France paie les frais de la parodie politique qui se joue, et si une révolution qui n'a point réussi à produire un homme, un acte, un système; une révolution qui est réduite à souhaiter de se défaire de l'esprit révolutionnaire et de l'envoyer à l'étranger; une révolution qui n'a que des reminiscences pour inspiration, des esprits émués et des mains tremblantes pour guides; une révolution qui emprunte tout ce qu'elle dit, tout ce qu'elle fait, tout ce qu'elle a, en un mot, si une révolution stérile, impuissante et caduque est en état de soutenir le poids effroyable des inimitiés qu'elle soulève contre la France.

M. le président demande à M. de Brian s'il reconnaît être le gérant responsable des feuilles dans lesquelles se trouvent les articles incriminés?

M. de Brian : Je suis responsable de droit; cette responsabilité résulte de ma condition de gérant.

La parole est donnée à M. Aylies, substitut du procureur-général. Ce magistrat commence en ces termes :

« Messieurs, le caractère le plus admirable de la révolution de juillet, ce fut la générosité des vain-

queurs envers le parti vaincu. Le peuple en donna le premier exemple sur le champ de bataille : on vit alors des hommes qui n'auraient échappé au fer de la multitude que pour être voués aux proscriptions, on les vit appelés, pour toute vengeance, à profiter en commun de nos droits nouvellement conquis, et de l'usage des libertés. Spectacle unique dans l'histoire des révolutions humaines ! Révélation frappante du sentiment intime de la force et de la magnanimité d'une grande nation.

» On pouvait penser dès lors, que du moins une certaine pudeur aurait contenu dans les bornes de la modération les organes du parti vaincu. Vous savez si ces espérances des amis de l'ordre ont été trompées ! Vous savez si de vieilles haines ne se sont pas rallumées à l'envi, et n'ont pas éclaté avec une nouvelle fureur !

» Le journal que nous dénonçons à votre justice est l'organe le plus actif de ce parti : déjà condamné par vous, nous pouvons affirmer qu'il a affecté un caractère tellement flagrant de sédition, qu'on serait tenté de croire qu'il n'est pas étranger aux troubles et aux factions qui agitent notre pays. »

Le ministère public expose que les trois délits résultent, non des articles pris isolément, mais de leur ensemble, et ce magistrat pour mieux préciser la discussion commence à les lire.

M. de Brian : Je demande pardon au ministère public si je l'interromps; mais je pourrais craindre que lisant lui-même les articles incriminés avec le talent dont il vient de donner des preuves, il ne fit naître des impressions fâcheuses pour la défense; mieux vaudrait qu'un greffier impartial donnât cette lecture.

M. l'avocat-général : Je me rends très-volontiers à l'observation de M. de Brian, bien plus, nous consentons à ce qu'il lise lui-même, s'il le juge utile à sa cause.

M. de Brian : Non monsieur; car je pourrais aussi par cette lecture tomber dans les inconvénients contraires à ceux que je viens de signaler.

M. le Président : Greffier, lisez les articles...

Le greffier fait cette lecture, et M. l'avocat-général reprend ensuite la parole.

» Quel est, dit ce magistrat, le système du premier article? C'est le manifeste que lance le journaliste, c'est, il est permis de le dire, son plan de campagne. Nous sommes royalistes, écrit-il, c'est-à-dire partisans du droit divin, de la légitimité; or, ce système, c'est l'opposé du principe qu'ils appellent *anti-national*, et qui est sorti de la révolution de juillet. Eh bien! Messieurs les jurés, nous vous le demandons, peut-il être permis sans danger d'élever ainsi, sous le prétexte de controverses politiques, un trône déchu et justement renversé à côté du trône national? N'est-ce pas comme si avant la révolution de juillet, l'un des journaux de l'opposition eût prétendu qu'il était ennemi du droit divin, du droit de la légitimité; et qu'il eût appelé ces principes abominables et dangereux? Certes un attentat semblable n'eût pas demeuré impuni; la loi de 1822, œuvre de la chambre absolutiste, eût été là pour les réprimer. »

M. l'avocat-général parcourt successivement les passages des divers articles où il trouve l'existence du premier délit. Ce magistrat relève avec une généreuse indignation les pensées de l'écrivain, qui présente l'invasion étrangère comme inévitable. « Ah! nous ne comprenons pas, s'écrie-t-il, comment une main française ne s'est pas séchée en traçant ces lignes criminelles! »

M. l'avocat-général abordant le second chef de prévention, pense qu'il n'est pas besoin d'insister; que l'écrivain a cherché à exciter à la haine et au mépris du gouvernement, en le représentant humble et suppliant, agenouillé sur la frontière et demandant grâce dès que l'Europe fait entendre une parole sévère.

Le troisième délit est non moins évident, dit M. l'avocat-général, il suffit de lire les articles poursuivis. Le ministère public expose, en effet, quelques-unes des pensées émises dans ces articles : « Nous y voyons, dit-il, que quand la France sera lassée d'agitations, elle saura bien se rallier à son roi. A quel roi, je le demande? »

M. de Brian avec vivacité : Au roi qu'elle voudra; qu'elle choisira en vertu du principe de la souveraineté du peuple.

M. l'avocat-général : Messieurs les jurés, il ne faut pas s'y méprendre; nous savons de quel roi la *Quotidienne* entend parler!

M. l'avocat-général termine en faisant connaître à MM. les jurés que le soin de porter la parole ne lui a été confié qu'hier soir à dix heures, par suite d'une indisposition de M. Berville; mais qu'il a eu assez de temps pour être vivement ému à la lecture des articles de la *Quotidienne*, et pour se convaincre qu'il importait de demander la répression de délits aussi graves. Cette répression, Messieurs, ajoute-t-il, vous ne manquez pas de l'accorder; il importe à la paix et à l'ordre public que de semblables écrits n'aient pas cours impunément; vous sévirez donc et vous remplirez ainsi votre devoir en bons et loyaux jurés. »

M^e Fontaine, défenseur du prévenu, prend la parole.

« Messieurs, dit l'avocat, les hommes qui, dans ces temps de partis et de révolution, se vouent à la défense de la cause trahie par la fortune, ont dû calculer d'avance leur destinée. Ils ont dû se dire que c'en était fait pour long-temps du repos de leur vie; que leur liberté serait chaque jour à la merci des réquisitions et des condamnations; que la prison deviendrait leur plus habituel domicile. Tous ces calculs, l'écrivain courageux que je viens encore défendre, les avait faits au mois de juillet dernier, lorsqu'il s'est mis à la tête d'un journal d'opposition; le temps n'a pas tardé à les réaliser; déjà huit poursuites ont été dirigées contre lui, trois con-

damnations ont été prononcées ; et c'est du fond de sa prison, où sa santé a péri, qu'il vient encore répondre à une accusation. Messieurs, si je vous ai rappelé toutes ses souffrances, ce n'est pas pour le recommander à votre pitié (il me désavouerait), mais pour vous dire ses droits à votre estime ; car, enfin, en France, sur cette terre de loyauté et de bravoure, il y a deux choses auxquelles tous les partis rendent justice, la conscience et le courage.

Sur le premier délit, attaque à l'autorité constitutionnelle du Roi, M^e Fontaine établit, qu'en France, c'est un principe constitutionnel que tout citoyen a le droit de publier ses opinions sur quelque thèse que ce soit ; que ce droit s'applique plus particulièrement aux matières politiques ; que tous les modes de gouvernements, toutes les institutions, toutes les lois, sont justiciables du libre examen et de la faculté d'investigation ; qu'il n'y a pas une autorité, si haut placée qu'elle soit, sur laquelle un publiciste ne puisse émettre ses pensées.

L'avocat indique le but de l'article du 7 janvier : c'est une défense ; la *Quotidienne* repousse la calomnie si souvent jetée contre elle, qu'elle veut la guerre, qu'elle appelle l'invasion étrangère. Elle soutient que c'est du principe de la souveraineté populaire qui est de sa nature conquérant, envahisseur, et en dehors du système politique de l'Europe actuelle que viendra la guerre, et non des doctrines de la *Quotidienne*, qui sont fondées sur le principe de l'hérédité naturellement pacifique, et d'ailleurs conforme au droit public de l'Europe ; de là, l'écrivain fait une comparaison théorique et politique sur les conséquences nécessaires de ces deux principes chez les peuples qui les admettent.

L'écrivain, ajoute le défenseur, n'a donc fait qu'user du droit de publier son opinion dans l'article du 7. Je dis plus ; il a émis une opinion utile et éminemment sociale. Messieurs, pour les peuples constitués en monarchie, il faut choisir entre l'hérédité et l'élection ; veut-on la monarchie élective, on aura avec elle son instabilité à toutes les générations, la lutte sanglante des factions rivales, pour finir presque toujours par un souverain imposé par l'intrigue, et plus souvent par la force ; un peuple ne résiste pas long-temps à de telles commotions. Avec la monarchie héréditaire, on n'a pas, il est vrai, le plaisir du choix ; mais aussi on n'a pas ses dangers, ses illusions, ses malheurs ; chaque renouvellement de règne n'est pas une époque de bouleversement. Sans doute dans ce système, la chaîne et le hasard de la nature amènera de mauvais rois, il y en aura d'insensés comme Charles VI, des cruels comme Louis XI et Charles IX ; mais la balance est à l'avantage des bons ou de ceux qui sont supportables, ce qui suffit à la société. Il y aura donc pour compensation, des rois justes comme Saint-Louis, sages comme Charles V, pères du peuple, comme Louis XII, brillants comme François I^{er}, bons comme Henri IV, grands comme Louis XIV. D'ailleurs le mal que peut faire un mauvais roi est mille fois plus limité que celui que se ferait à lui-même un peuple en révolution. On souffrira donc un règne fâcheux par la contemplation de celui qui doit le suivre. Messieurs, dans tous les modes de gouvernements, il y a des inconvénients qu'il faut savoir subir. On ne peut pas avoir à la fois les avantages de la règle et les bénéfices de l'exception. Eh bien ! c'est par ce simple calcul de bon sens d'éventualité des chances politiques, que nos ancêtres s'étaient attachés à la monarchie héréditaire, et qu'ils l'ont aimée avec cet enthousiasme qui a fait de nous la première nation du monde.

Remarquez que je ne conteste pas que le principe de la souveraineté populaire ne possède une étonnante énergie, qu'il ne soit un levier immense, qu'il ne jette pas souvent les peuples dans de vastes entreprises et de grands succès. Mais en tout il faut s'attacher à l'issue et au résultat : il n'y a de joueurs riches qu'à la fin de la partie ; qu'importe que pendant un moment rapide, des monceaux d'or soient accumulés devant vous, si à cette opulence d'une heure, à ces éclats d'un jour succèdent la détresse, la ruine, l'humiliation, le désespoir ? Mieux valait ne pas jouer, et augmenter plus lentement, mais plus sûrement son patrimoine. Si un peuple ne devait vivre qu'un jour, je lui souhaiterais le principe populaire ; mais sa vie est longue, elle embrasse les siècles, il lui faut donc une monarchie héréditaire, surtout s'il est répandu sur un vaste territoire. Que de sanctions éclatantes et terribles l'histoire présente à ces vérités sociales.

Voyez l'homme qui fut sous nos yeux le principe populaire personnifié, dans le court espace de dix années, dévorer, plutôt qu'il n'accomplit sa prodigieuse destinée. Dès 1804, la terre se tait devant lui ; en 1815, il est jeté sur un rocher de l'Amérique ; il meurt, et dans cette Europe, qui fut à ses genoux, qu'il morcelait à son gré pour en faire des royaumes et des républiques, il ne trouve pas six pieds de terre pour y faire sa tombe. Que devient aussi la France sous ce principe populaire ? En 94, elle commence le cours de ses immenses conquêtes ; vingt ans s'écoulent, elle revient à son point de départ, mais elle a subi de plus la honte de deux invasions. Deux fois en deux années le Cosaque a dressé sa tente sur les rives de la Seine.

Messieurs, la loi de l'hérédité est si vraie, si supérieure à celle d'élection, que ceux même qui la méconnaissent le plus ont commencé par lui rendre hommage. Quel exemple encore l'homme prodigieux que je nommais il y a un moment, n'en a-t-il pas donné ? En 1803, le jeune triomphateur de l'Orient et de l'Italie aspire au diadème. Il est brillant de victoires ; son front est chargé de lauriers ; jamais un héros n'a rendu plus de services à son pays ; la reconnaissance publique le

somme dans ses vœux, l'élève presque d'avance sur le pavois. La patrie, fatiguée de discordes civiles, implore le repos sous le pouvoir d'un seul ; jamais peut-être plus de gloire n'aura excusé une usurpation : qu'il monte donc sur le trône, puisqu'il le désire. Mais qui l'arrête tout-à-coup sur les degrés ? Pourquoi hésite-t-il ? Son bras tremble au moment de saisir le sceptre ; il paraît troublé ; on le dirait tourmenté d'une fatale vision.

Messieurs, il y a dans un coin reculé de l'Angleterre un vieillard accablé de toutes les faiblesses de l'âge, des infirmités, du malheur, de l'exil. Eh bien ! c'est l'existence de ce vieillard qui enchaîne le pied du héros prêt à monter sur le trône. Qu'a donc ce vieillard de commun avec ce trône ? Le hasard l'a fait naître autrefois dans cette famille de rois qui régna neuf cents ans sur la France, et si le sort ne l'avait renversée et bannie, ce serait à lui à porter la couronne, en vertu de la loi héréditaire. Mais cette loi héréditaire, il y a dix ans qu'elle est noyée dans le sang ! N'importe, c'est elle qui trouble encore Bonaparte et qui l'inquiète dans ses pensées d'usurpation ; lui, qui vient de renverser le directoire, le 18 brumaire, à la pointe de la baïonnette, respecte cette loi ; il négocie, il offre d'autres royaumes au prince exilé pour obtenir son abdication. Je ne sais si je me trompe, mais je trouve que c'est là un tableau consolant pour l'humanité. Le génie des arts devrait s'en emparer, car il offre le spectacle le plus rare, le plus sublime : la force et la gloire aux pieds de la justice.

Maintenant permis à ceux qui se sentiraient supérieurs à Napoléon d'être incrédules au principe de l'hérédité, de douter de sa force, et de soutenir qu'il n'est pas national, qu'il est incompatible avec le repos et la gloire de la patrie. J'ai justifié l'opinion de l'écrivain : on l'avait accusée d'être absurde, d'être celle d'un mauvais citoyen. Messieurs, il ne pouvait pas rester sous le poids d'imputations de cette nature : il m'a fallu répondre.

En résumé, la doctrine que j'ai posée pour défendre l'article du 7 est une doctrine constitutionnelle ; pour le prouver, je me suis armé de l'art. 4 de la Charte : j'ai invoqué la liberté de discussion sur toutes les matières politiques, le droit d'émettre une opinion sur tous les pouvoirs de l'Etat. La thèse du ministère public qui veut enlever à l'examen la critique et l'appréciation du principe de la souveraineté est attentatoire à ce principe même, à la raison publique qui ne doit pas croire un dogme en aveugle ; s'il est vrai, comme le soutient le ministère public, qu'émettre une opinion sur ce principe de l'autorité du Roi ce soit un délit, alors pour avertir ceux qui seraient trompés par l'art. 4 de la Charte, qui dit le contraire, il faudrait relever sur nos places publiques le vieux poteau de Venise, sur lequel il était écrit : « Ici on parle de Dieu » rarement, du gouvernement jamais. »

M^e Fontaine arrive ensuite au dernier délit reproché à l'article du 10 janvier, *excitation à la haine et au mépris du gouvernement*, en censurant sa politique intérieure et extérieure. « Messieurs, dit-il, les ministres, qui se cachent toujours sous le mot abstrait de gouvernement ont ici une singulière prétention, et la pensée d'un monopole bien ambitieux ; ils veulent confisquer la révolution de juillet à leur profit. L'article ne parle que d'elle ; il la met en parallèle avec la révolution de 1789 ; il lui dit des vérités sévères, sans doute, mais évidentes pourtant, et les ministres se plaignent, comme si l'on se fût occupé d'eux dans ce vaste tableau tracé par l'écrivain auquel le ministère public n'a pu refuser un talent bien remarquable. »

On a dit d'abord que la révolution de juillet, telle qu'elle existe maintenant, n'a pas de principes ni d'hommes à elle ; qu'elle rejette le peu qu'elle a eu, qu'elle vit d'emprunt fait aux caducités du passé.

Des principes ! Les véritables auteurs de cette révolution, ceux qui avaient droit plus que d'autres à la diriger, n'accusent-ils pas le gouvernement de les renier chaque jour ? Ne lui répètent-ils pas que le programme de l'Hôtel-de-Ville n'est plus qu'une déception et un mensonge ? On nous a dit que Benjamin Constant en était mort à la peine. Où est Dupont de l'Eure, où est Mauguin, où est Odilon Barrot ? Dans les méconnaissances, dans l'opposition ; et Lafayette, la renommée la plus grande, la plus populaire de la révolution de juillet ! un ostracisme ingrat a brisé dans ses mains l'épée de commandant et l'a exilé des affaires ; il aimait la révolution en père, entendez-le comme il se plaint qu'on défigure chaque jour cette fille chérie.

Le mot d'emprunt fait aux caducités du passé a excité aussi le courroux de l'accusation. Messieurs, je n'aime pas les personnalités, je n'indiquerai donc pas les fonctionnaires à qui l'écrivain a voulu faire allusion ; mais un nom que je ne puis pourtant m'empêcher de prononcer, c'est d'ailleurs celui d'un homme tellement connu pour être impassible qu'il s'en offensera moins qu'un autre.

N'est-il pas vrai que l'ambassadeur du gouvernement à Londres promène depuis quarante ans d'un gouvernement à un autre ses sermons, sa diplomatie et sa moralité politique ? Le mot de caducité du passé lui va-t-il donc si mal ? Voulez-vous donc donner, vous, en punissant celui qui l'a prononcé, un démenti aux actes de l'état civil ; Messieurs, toute votre omnipotence ne pourra pourtant pas faire que le prélat qui célébrait la fameuse messe de la fédération, en 1789, appartienne aujourd'hui à la jeune France.

De ces puériles accusations, descendons à quelque chose de plus grave et de plus large, prouvons que ce n'est pas sans raison que l'écrivain a appelé le blâme public et la dérision sur la politique intérieure et extérieure

des ministres. La gloire diplomatique du ministère où la trouverons-nous ? est-ce lorsqu'on sollicitait la reconnaissance des divers gouvernements étrangers ? Souvenez-vous de celle de l'Angleterre : que d'angoisses les ministres n'ont-ils pas montrées en l'attendant ! tantôt ils l'espéraient, tantôt ils ne l'espéraient plus, aussi un courrier l'apporte : aussitôt transports et enivremens de joie, le jeune ministre de l'intérieur en est transporté, il n'a pas d'ordonnance assez vite pour l'aller afficher au palais de la Bourse, comme pour dire : agitateurs de toute espèce, jouez sans crainte, jetez avec sécurité vos millions sur le tapis vert, ruinez en paix vous et vos familles, l'Angleterre a daigné reconnaître le gouvernement de la France. Est-ce là de la dignité ? Rappelez-vous l'expédition du général Athalin, pour la Russie, que de bulletins humiliants elle nous a valu ! Un jour il attendait des passeports à la frontière, huit jours après il arrivait, encore huit jours on l'introduisait en présence de l'empereur : c'est là qu'il a reçu cette réponse hautaine qu'on s'est empressé de publier dans les journaux ministériels, parce qu'elle n'indiquait pas positivement un refus ; ainsi, ce sont les ministres qui nous ont appris que le czar donnait à la révolution de juillet un permis d'existence, pourvu toutefois qu'elle ne fût pas trop turbulente. Est-ce là de la fierté et de l'honneur français ?

De l'affaire de Belgique, dirai-je tous les refus, toutes les acceptations, tous les courriers contradictoires, dont la caricature s'est malicieusement emparée ? Enfin la nomination du duc de Nemours est faite, la députation qui l'offre vient à Paris ; certes, sur un sujet depuis si long-temps en délibération, le parti devait être bien pris à l'avance ; cependant on fait attendre la députation pour la recevoir ; huit jours s'écoulent ; c'est juste le temps qu'il faut pour envoyer en Angleterre savoir son opinion ; enfin, on refuse !

Je voulais parler de la manière dont on a proclamé le principe de la non-intervention, sans oser le soutenir, là où il eût été le plus salutaire, où il eût été une dette de la France, envers un peuple qui avait versé tant de sang pour la France, et que d'ailleurs elle venait de soulever ; mais je n'en ai pas le courage en présence des nouvelles que nous avons reçues aujourd'hui ; l'aigle russe vient d'achever d'étouffer, dans ses serres, la Pologne palpitante, et la tombe de Kosiusko s'est ouverte pour y recevoir sa patrie tout entière.

A-t-il été dit du moins pour la malheureuse Pologne quelque fière parole par notre diplomatie ? Messieurs, c'est ce qu'on a demandé vingt fois au ministère dans les chambres ; il n'a pas su répondre. Voilà comment la dignité de la France, l'honneur national, ont été soutenus au dehors ; voilà cette politique extérieure qu'on nous accuse d'avoir appelée humiliante. Voyons maintenant la politique intérieure, ce qu'elle a fait pour la législation, pour l'administration, pour l'ordre, pour la prospérité matérielle de la France. »

M^e Fontaine parcourt successivement tous ces points ; il en rapproche les faits. Arrivé aux actes de la police, il dit : « C'est peut-être là, Messieurs, que se trouve le triomphe du ministère, le sujet de son amour-propre, de sa susceptibilité, enfin la preuve de cette capacité dont il nous accuse de n'avoir pas parlé avec assez d'admiration. Examinons, Messieurs, la critique doit être juste ; je m'empresse donc d'en faire l'aveu. S'il est malheureusement constant, par trop de faits, que le ministère n'a pas le talent de prévenir les émeutes, ce serait à tort qu'on lui contesterait celui de les prédire. Vous vous souvenez de tant de proclamations qui, une semaine à l'avance, affichaient, comme on le ferait pour un spectacle, le jour, l'heure, le lieu où il y aurait une conspiration, une émeute. A d'autres la connaissance sert à donner les moyens et la possibilité d'empêcher ; à nos ministres cette prescience ne sert à rien : ils sont comme des astronomes, qui prédisent à merveille les comètes et les éclipses, mais qui ne pourraient pourtant pas les empêcher. »

Si maintenant on se demande où est en France le gouvernement, il faut répondre qu'il est dans la garde nationale et pas ailleurs : que le pouvoir royal, déjà si faible, s'est vu encore retrancher des prérogatives ; on ne sent même plus son action ; la Chambre des députés implore comme une grâce sa dissolution, pour se soustraire à l'opinion qui la presse et qui l'accable, et la pairie assiste vivante à ses funérailles. Voilà le tableau politique et moral bien incomplet de la France, tel qu'on l'a fait, et on ose se plaindre de quelques rudes paroles qui ont été dites sur le gouvernement et sur le ministère ! »

Le jury, après un quart-d'heure de délibération, répond affirmativement sur toutes les questions.

M. le président, à M. de Brian : avez-vous quelque chose à dire sur l'application de la peine ?

M. de Brian : Eh ! mon Dieu ! non ; c'est un système de persécution organisé contre la *Quotidienne*.

La Cour se retire dans la chambre du conseil, où elle demeure cinq minutes, et rentre pour prononcer contre M. de Brian une condamnation à quatre mois d'emprisonnement et six mille francs d'amende.

Ceux de MM. les souscripteurs dont l'abonnement expire le 15 mars, sont priés de le faire renouveler, s'ils ne veulent point éprouver d'interruption dans l'envoi du journal, ni de lacune dans les collections. L'envoi sera supprimé dans les trois jours qui suivront l'expiration.

Le prix de l'abonnement est de 17 fr. pour trois mois, 34 fr. pour six mois, et 68 fr. pour l'année.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— Le bruit s'est répandu à Orléans que des dévastations se commettaient dans les bois de M. de Morogues, à Olivet. Aussitôt plusieurs détachemens de la garde nationale furent commandés. Quelques patrouilles à pied et à cheval se dirigèrent sur les lieux, et l'on rencontra en effet une assez grande quantité de femmes chargées de bois volé. On s'empara de leurs charges, et l'on arrêta plusieurs individus qui tenaient des propos menaçans. Il faut espérer que l'attitude de la garde nationale et l'empressement avec lequel elle s'est portée à la répression d'atteintes aussi graves à la propriété, intimideront ceux qui s'y livrent. Ils ont dû voir qu'ils ne continueraient pas impunément leurs déprédations.

PARIS, 9 MARS.

— Par ordonnance royale du 8 mars, contresignée Laffitte, M. le comte d'Argout est chargé, par *interim*, du portefeuille de la justice et de la garde des sceaux, en remplacement de M. Mérilhou, dont la démission est acceptée.

Par ordonnance du même jour, contresignée d'Argout, M. Mérilhou est nommé chevalier de la Légion d'Honneur.

Par ordonnance du même jour, contresignée d'Argout, M. Desmortiers, conseiller à la Cour royale, est nommé procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Paris, en remplacement de M. Comte.

— Par ordonnance royale du 7 mars, trois nouveaux commissaires de police sont créés dans la ville de Paris, et ils seront spécialement chargés de la surveillance et de la recherche des infractions aux lois et réglemens en matière de poids et mesures. Ces trois commissaires sont MM. Laignel, Pesnier-Desforges et Fournier.

— La chambre d'accusation et la chambre des appels de police correctionnelle réunies ont, par arrêt du 9 mars, prés nt mois, renvoyé devant la Cour d'assises de la Seine, comme accusés de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat, dix-huit personnes et entre autres celles dont les noms suivent : 1° Sambuc, étudiant en droit; 2° Audry, étudiant en droit; 3° Rouhier, étudiant en médecine; 4° Chapparte, élève en pharmacie; 5° Danton, homme de lettres et membres de la société des *Amis du Peuple*; 6° Trélat, médecin, artiller de la garde nationale, président de la société des *Amis du Peuple*; 7° Penard, horloger; 8° Godefroy Cavagnac, rentier, capitaine d'artillerie de la garde nationale; 9° Guinard, propriétaire, capitaine d'artillerie de la garde nationale; 10° Chauvin; peintre, officier d'artillerie de la garde nationale; 11° Guilley, adjudant instructeur de l'artillerie de la garde nationale; 12° Lebastard, maréchal-des-logis d'artillerie de la garde nationale; 13° et 14° les frères Garnier; 15° Gourdin, commissionnaire.

L'arrestation de MM. Trélat, Penard, Cavagnac, Guinard, Chauvin et Guilley, qui avaient été laissés en liberté pendant le cours de l'instruction, a été ordonnée le 9 mars et effectuée le 8.

On croit que tous ces accusés pourront être jugés dans les premiers jours d'avril.

Le Rédacteur en chef, gérant,

Darmang.

ANNONCES JUDICIAIRES.

Vente sur publications judiciaires, à l'audience des criées du Tribunal de première instance de la Seine.

De **MAISONS**, **PASSAGES**, couverts et non couverts, **COURS** et **TERRAINS** propres à bâtir, réunis sous une même clôture, et formant une propriété connue sous le nom de *Passage du Commerce*, ou de la *Marmite*, situés à Paris, rues Pheppeaux, Frépillon et des Vertus, près le marché Saint-Martin.

En sept lots qui ne pourront être réunis.

L'adjudication définitive aura lieu le mercredi 16 mars 1831.

Mise à prix :

1 ^{er} lot.	100,000 fr.
2 ^e lot.	135,000 fr.
3 ^e lot.	15,000 fr.
4 ^e lot.	82,000 fr.
5 ^e lot.	42,000 fr.
6 ^e lot.	46,000 fr.
7 ^e lot.	85,000 fr.
Total.	505,000 fr.

S'adresser, pour les renseignements :

1° à M^e MOULLIN, avoué poursuivant la vente, demeurant à Paris, rue des Petits-Augustins, n° 6;

2° à M^e CHÉDEVILLE, avoué présent à la vente, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 20;

3° à M^e FREMYN, notaire à Paris, y demeurant, rue de Seine-Saint-Germain, n° 53;

4° et à M. SANEJOUAUD, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Sévres, n° 129;

Adjudication définitive sur licitation en l'audience des criées au Palais de Justice à Paris, le 12 mars 1831,

D'un **TERRAIN** et dépendances, sis à Paris, rue Cas-

tellane et aboutissant à la rue de l'Arcade et à celle Tronchet.

Cette propriété qui présente une façade de 160 mètres 14 centimètres sur les rues Tronchet, Castellane et de l'Arcade, est divisée en cinq lots.

Mises à prix :

Premier lot, 50,000 francs.
2 ^e lot, 50,000
3 ^e lot, 10,000
4 ^e lot, 10,000
5 ^e lot, 15,000

Total, 135,000

S'adresser à M^e ROBERT, avoué poursuivant, rue de Grammont, n° 8, dépositaire des titres de propriété; A M^e PLE, avoué colicitant, rue Sainte-Anne, n° 34.

ÉTUDE DE M^e ROBERT, AVOUÉ,

Vente sur licitation,

En l'audience des criées du Tribunal de la Seine, une heure de relevée.

En deux lots.

1° D'une **MAISON** et dépendances, sises à Paris, rue du Champ des Capucins, n° 33, faubourg Saint-Jacques.

Cette propriété peut rapporter un produit net de 1,600 fr. par sa disposition et sa quantité de terrain. Elle peut servir à quelque usine, et serait par-là susceptible d'une augmentation considérable.

2° D'une autre **MAISON** et dépendances sises à Paris, rue Sainte-Hyacinthe-d'Enfer, n° 4.

Cette propriété peut rapporter un produit net de 1,800 fr. au moins, par sa position dans le quartier; elle est susceptible d'une grande augmentation en la disposant en hôtel garni.

Adjudication préparatoire le 16 avril 1831.

Mises à prix :

Maison rue du Champ-des-Capucins,	20,000 fr.
Maison rue Sainte-Hyacinthe,	25,000 fr.

S'adresser pour les renseignements, A M^e ROBERT, avoué poursuivant, dépositaire des titres de propriété, rue de Grammont, n° 8.

A M^e VAVASSEUR DESPERRIERS, rue Croix-des-Petits-Champs, n° 42;

A M^e LABOISSIERE, rue Coq-Héron, n° 5, (avoués colicitants.)

Adjudication préparatoire, le samedi 10 mars 1831, en l'audience des criées, au Palais de Justice, à Paris, heure de midi. D'une grande et belle **MAISON**, bâtie en pierre de taille, avec quatre boutiques, sise à Paris, rue du Bac, n° 28, et rue de l'Université, n° 50. Cette maison est d'un produit brut de 15,906 fr., qui peut être facilement augmenté en formant une nouvelle boutique dans la baie d'entrée sur la rue du Bac. On en offre 1200. — Mise à prix : 200,000 fr. — S'adresser à M^e LABOISSIERE, avoué poursuivant, à Paris, rue du Coq-Héron, n° 5; à M^e PICOT, avoué colicitant, rue du Gros-Chenet, n° 6; à M^e CHODRON, rue Bourbon-Villeneuve, n° 2; à M^e FEVRIER, rue du Bac, n° 30, tous deux notaires de la succession.

ÉTUDE DE M^e GRACIEN, AVOUÉ.

Adjudication définitive le samedi 10 mars 1831, à l'audience des criées du Tribunal civil de première instance de la Seine, local et issue de la première chambre, une heure de relevée, Sur la mise à prix de 10,000 fr.

D'une **MAISON**, sise à Sévres, près Paris, rue Royale, n° 92, avec cour et pièce de terre y attenante.

Cette maison se compose d'un grand bâtiment long, couvert en tuiles, et divisé en trois corps de logis dont le premier est élevé d'un étage sur la rue Royale, le deuxième de quatre étages sur la cour, et le troisième de deux étages également sur la cour.

S'adresser pour les renseignements : 1° audit M^e GRACIEN, demeurant à Paris, rue Boucher, n° 6, avoué poursuivant;

2° A M^e ARCHAMBAULT-GUYOT, avoué, à Paris, rue de la Monnaie, n° 10;

3° A M^e Barthélemy BOULAND, avoué, à Paris, rue St.-Altoine, n° 77.

(Avoués colicitants.)

Adjudication préparatoire le 10 février 1831.

Adjudication définitive le 23 mars 1831.

En l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, D'une **MAISON** et dépendances, situées à Paris, rue de la barrière Poissonnière, n° 8.

Cette maison, élevée sur rez-de-chaussée, d'un entresol et de quatre étages; chaque étage est divisé en cinq pièces et cabinet d'aisance.

Elle est d'un produit évalué à 2400 fr.

Mise à prix d'après estimation, 36,500 fr.

S'adresser pour avoir des renseignements :

1° A M^e LEVRAUD, avoué poursuivant, rue Favart, n° 6;

2° à M^e CALLON, avoué, boulevard Saint-Denis, n° 22; 3° à M^e GUIDOU, avoué, rue de la Vrillière, n° 2, 4° à M^e BAZOCHE, notaire, à Batignolles-Monceaux.

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

SUR LA PLACE DU CHÂTELET DE PARIS.

Le samedi 12 mars 1831, heure de midi.

Consistant en table en acajou, pendule, vases, glaces, divers meubles, et autres objets, au comptant.

Consistant en commode, chaises, comptoir, penderie, oreillers, couverts, et autres objets, au comptant.

Consistant en tables, chaises, commode, secrétaire, bureaux, chiffonnier, et autres objets, au comptant.

Consistant en commode, table, pendule, chaises, vases en bronze, fauteuils, et autres objets, au comptant.

Consistant en tables, pupitre, pêle, chaises, commode en placage, console, et autres objets, au comptant.

Consistant en buffet, batterie de cuisine, pendules, candélabres, et autres objets, au comptant.

Consistant en secrétaire, tables, chaises, rideaux, lampes, glaces, pendules, couteaux de table, et autres objets, au comptant.

Consistant en tables, commode, secrétaire, comptoir, casiers, 4000 volumes, et autres objets, au comptant.

Consistant en secrétaire, commode, bureau, lots de bois, caisses, malles, et autres objets, au comptant.

Consistant en comptoir, rayons, fourneaux de toutes espèces, chaises, pendules et autres objets, au comptant.

Consistant en différents meubles, poêle à dessus de marbre, gravures, lampes, boîtes, souliers, et autres objets, au comptant.

Rue basse du Rempart, passage Cendrier, n° 44 le samedi 12 mars 1831, à midi, consistant en différents meubles, et autres objets, au comptant.

ÉTUDE DE M^e MASSE, AVOUÉ.

Rue Saint-Denis, n° 374.

Adjudication définitive, le mardi 22 mars 1831, en l'étude de M^e DELACOUR, notaire à Noisy-le-Sec, canton de Pantin.

D'une grande **MAISON** de produit, située à Bagnolet, grande rue, n° 31.

Le rez-de-chaussée est appliqué à plusieurs boutiques achalandées par de fort bon commerce.

Il dépend de la maison un jardin de bon produit.

Mise à prix, 12,000 fr.

S'adresser, pour les renseignements, audit M^e MASSE, rue Saint-Denis, n° 374.

Et à Noisy-le-Sec, à M^e DELACOUR, notaire chargé de la vente.

ÉTUDE DE M^e MASSE, AVOUÉ,

Rue Saint-Denis, n° 374.

Adjudication définitive le mercredi 23 mars 1831,

D'une fort jolie **MAISON** de campagne, bâtie à l'italienne dans une charmante position, située à Sceaux-Penthièvre, sur la route de Bourg-la-Reine à Sceaux, la première des deux maisons bâties sur le même plan à droite de la route en allant de Bourg-la-Reine, à Sceaux.

Mise à prix, 30,000 fr.

S'adresser pour les renseignements, 1° audit M^e MASSE, avoué poursuivant; 2° à M^e MARION, avoué présent à la vente, rue de la Monnaie, n° 5.

Vente par licitation.

Adjudication préparatoire, le 6 mars 1831.

Adjudication définitive le 27 mars 1831.

En l'étude et par le ministère de E^e Vieillard, notaire à Vaugirard, heure de midi.

En 14 lots : de deux **MAISONS** sises à Vanvres, près Vaugirard, rue Pierre-Ponce, n° 1 et 3, et de douze pièces de **TERRE** et **VIGNES**, sises également à Vanvres.

S'adresser, pour avoir des renseignements, 1° à M^e LEVRAUD, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Favard, n° 6;

2° à M^e JARSAIN, avoué, rue de Grammont, n° 26;

3° à M^e VIEILLARD, notaire à Vaugirard.

Le prix de l'insertion est de 1 franc par ligne.

AVIS DIVERS.

Vente aux enchères après faillite, par le ministère de M^e CHAUVIN, commissaire-priseur, le vendredi 11 mars 1831, onze heures du matin, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 2, consistant en ustensiles de café, poêles, belles boiseries, billard, glaces, comptoir, tables, banquettes, tabourets, et autres objets, au comptant.

Par continuation, vente de manteaux, habits, pantalons, redingottes, etc., rue J.-J. Rousseau, hôtel Bullion, salle n° 3, le jeudi 10 mars, midi précis. — Nota. L'hiver étant à sa fin, les manteaux se vendent à très bon compte.

A vendre aux enchères, en l'étude de M^e Cotelle, le jeudi 17 mars 1831, heure de midi.

Un **FONDS** de commerce de marchand de draps et commissionnaire, que feu M. P. Rousseau, exploitait à Paris, rue Bertin-Poirée, n° 10, à Paris.

S'adresser pour les renseignements et les conditions de l'enchère, sur les lieux, à M^{me} Delaaye, et audit M^e Cotelle, notaire à Paris, rue Saint-Denis, n° 374.

On demande à emprunter huit à dix mille francs, en viager par première hypothèque sur une maison et douze arpents de terres labourables, situés sur Gennevilliers et Asnières, arrondissement de Saint-Denis; le tout d'une valeur de 50,000 fr. S'adresser à M^e PIET, notaire à Saint-Denis, rue des Ursulines, n° 10.

A céder **ÉTUDE** d'avoué près l'une des Cours royales des départements de l'Ouest. — S'adresser au Bureau du Journal.

Avis à MM. les officiers ministériels qui désirent céder leurs études, et aux jeunes gens qui ont l'intention de s'en pourvoir.

Cabinet exclusivement destiné aux ventes et achats d'études de notaires, avoués, greffiers, commissaires-priseurs, agréés et huissiers.

S'adresser à M. KOLIKER, ancien agréé au Tribunal de commerce, rue Christine, n° 3, à Paris.

Les lettres non affranchies ne seront pas reçues.

AVIS. — En qualité de médecin, je crois être utile à l'humanité, en certifiant que les pilules stomachiques du code médical anti glaireuses, préparées par le pharmacien, rue Saint-Antoine, n° 77, à Paris, m'ont guéri d'une incommodité de vents et de glaires qui me rendaient l'estomac paresseux.

Signé MAURIN, médecin.

PARAGUAY-ROUX. — BREVETÉ D'URCI.

Un morceau d'amidon imbibé de Paraguay-Roux, et placé sur une dent malade, guérit sur-le-champ la douleur la plus vive et la plus opiniâtre. Le Paraguay-Roux ne se trouve à Paris que chez les inventeurs et seuls brevetés, MM. ROUX et CHAIS, pharmaciens, rue Montmartre, n° 145, en face la rue des Jeûneurs.

Des dépôts sont établis dans toutes les villes de France et de l'étranger.

TRIBUNAL DE COMMERCE.

Jugemens de déclarations de faillites du 8 mars 1831.

Joseph, opticien, rue du Temple, n° 91. (J.-c. M. Vernes, agent, M. Lepat, notaire, n° 10.)

Barillot, marchand de vins, à Charenton. (J.-c. M. Gantier-Bouchard, agent, M. Gressier, notaire, n° 18.)

Chaigneau, imprimeur, rue de la Monnaie, n° 11. (J.-c. M. Michel, agent, M. Meringer, notaire, n° 11.)

Girard, négociant, rue Feydeau, n° 13. (J.-c. M. Floriet, agent, M. Henin, notaire, n° 7.)

Rumond, marchand de vins, à Belleville, rue de Paris, n° 2. (J.-c. M. Floriet, agent, M. Hervé, notaire, n° 29.)

Grenier, marchand de comestibles, boulevard des Italiens, n° 2. (J.-c. M. Michel, agent, M. Couville, notaire, n° 11.)

IMPRIMERIE DE PIHAN-DELAFOREST (MORINVAL), RUE DES BONS-ENFANS, N° 34.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour légalisation de la signature PIHAN-DELAFOREST.

